INTERVENTION

de

Mme. ASTRIDE NAZAIRE

MINISTRE CONSEILLERE

MISSION PERMANENTE D'HAÏTI AUPRES DES NATIONS UNIES

DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA DEUXIEME COMMISSION

POINT 25 DE L'ORDRE DU JOUR :

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE DÉVELOPPEMENT

b) Coopération Sud-Sud

New York, le 15 Octobre 2012

(Vérifier au prononcé)

Monsieur le Président,

Ma délégation prenant la parole pour la première fois au cours des travaux de la deuxième Commission, souhaiterait d'abord vous féliciter ainsi que les Membres du Bureau pour votre élection, gage de débats fructueux pour cette assemblée.

Ma délégation s'associe pleinement aux déclarations faite par l'Algérie, Antigua-et-Barbuda, le Bénin et le Chili respectivement au nom du Groupe des 77 et la Chine, de la CARICOM, des pays les moins avancés et, de la CELAC.

Monsieur le Président,

Ma délégation remercie le Secrétaire Général pour son Rapport intitulé: *L'Etat de la Coopération Sud-Sud*, un concept devenu très en vogue et, qui englobe plusieurs facettes.

Mon pays, Haïti, ne peut que souscrire à cette notion dans la mesure où elle désigne de nouvelles pratiques de collaboration, d'entre-aide et d'échanges capables d'assurer une croissance économique respectueuse de l'environnement, socialement et culturellement inclusive et portée par une gouvernance de qualité.

Dans un contexte où l'aide publique au développement est freinée par la crise économique mondiale, nous avons été très heureux de sentir les effets de cette Coopération Sud-Sud qui s'est accentuée ces dernières années pour devenir même quantitativement comparable à l'aide au développement traditionnel. Elle s'est diversifiée et s'est élargie à d'autres partenaires régionaux qui nous fournissent un appui dans des domaines variés tels que: l'approvisionnement stable en produits pétroliers par le biais d'un système de crédit commercial très avantageux, le financement d'importants programmes sociaux de réduction de la pauvreté, la lutte contre le travail des enfants, de nombreux projets d'énergie renouvelable dont la production de biocarburants, une couverture sanitaire aux zones les plus reculées du pays ainsi que des centaines de bourses d'études médicales.

Ces échanges Sud-Sud s'étendent également au cadre spécifiquement marchand et les plus importants investissements directs étrangers en Haïti sont venus récemment de pays émergents se substituant aux entrepreneurs du Nord que le climat de morosité financière internationale a rendu encore plus réticents à s'engager à l'étranger. Cette évolution s'est manifestée tout particulièrement dans le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication, vecteur principal de l'expansion économique mondiale des 2 dernières décennies. Il en est de même dans le secteur plus traditionnel de la sous-traitance qui devrait générer à terme plus de 100,000 emplois.

Cette Coopération Sud-Sud ne peut que s'étendre avec le renforcement de la mondialisation et notre intégration à divers blocs économiques régionaux comme la Caricom ou l'Association des Etats de la Caraïbe. Des prospections sont engagées à l'échelle mondiale comme en témoigne la demande d'adhésion d'Haïti à l'Union Africaine à titre de membre associé à part entière, affirmation d'une

piste de partenariat toute naturelle compte-tenu des liens historiques entre Haïti et le continent africain. Mon Gouvernement est conforté dans cette décision stratégique par l'essor, la vitalité et les perspectives de la Coopération Sud-Sud en Afrique tels qu'ils sont répertoriés tout au long du rapport du Secrétaire Général qui présente d'ailleurs l'Union Africaine comme, je cite, “ *la plus structurée et la plus systématisée de toutes les entreprises de Coopération Sud-Sud au monde*”.

Monsieur le Président,

Les raisons de poursuivre dans la voie de l'échange Sud-Sud font l'objet d'une abondante littérature: compétitivité croissante des économies du Sud, meilleur rapport qualité-prix surtout en ce qui concerne l'acquisition de biens et services axés sur le développement durable, et plus généralement, une flexibilité et de grandes similarités socio-économiques qui facilitent des échanges et des partages de compétences et d'expériences plus équitables et plus pertinents en faveur de la réduction de la pauvreté et du développement durable. La multiplication, au sein des grands pays du Sud, de centres d'excellence privés et publics ouverts aux autres pays en développement en est la parfaite illustration.

Cependant, il reste encore beaucoup à faire et il faut profiter de cette phase de mutation des pôles de croissance mondiale pour changer en profondeur les modèles de production et de consommation actuels. Pour renforcer la Coopération Sud-Sud, les spécialistes recommandent plus de transparence, davantage de systématisation, une vision claire du cadre global d'orientation en évitant autant que possible l'écueil de la bureaucratie. Il convient également de diffuser les exemples documentés de réussite sectorielle ou globale à même de légitimer cette approche du développement mondial se voulant plus solidaire et axée sur l'humain.

En ce sens, ma délégation se réjouit de constater les avancées et les efforts accomplis à travers le monde pour l'élargissement et l'approfondissement de la Coopération Sud-Sud et triangulaire et elle appuie pleinement les observations et les recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire Général. Car nous demeurons convaincus que les Agences et programmes du Système des Nations Unies sont les mieux placés pour continuer à promouvoir et à exercer le leadership en tant que catalyseur mondial de la Coopération Sud-Sud et triangulaire à laquelle la connectivité physique et virtuelle de notre époque permet véritablement d'espérer accomplir une refondation du développement humain.

Je vous remercie de votre attention.